

Forum international - Madrid, 10-11 janvier 2008

Innovations curriculaires et lutte contre la pauvreté

Discours d'ouverture du BIE

Christine Panchaud – spécialiste de programme

- Monsieur le Vice-recteur de l'Université Complutense de Madrid,
- Monsieur le Doyen de la Faculté,
- Madame la Présidente du Conseil Scolaire de l'Etat,
- Monsieur le Sous-Secrétaire du Ministère de l'Education et de la Science du Royaume d'Espagne,
- Monsieur le représentant de la Direction au Développement et à la Coopération de la Suisse,
- Chers partenaires et experts de l'Espagne, des pays participants et d'ailleurs,
- Chers invités,
- Cher/s amis et amies, cher/es collègues,
- Mesdames et Messieurs,

C'est un plaisir de se trouver réunis une fois de plus, cette fois-ci à Madrid pour ce forum d'échange. Nous sommes ici pour partager, faire le point et engranger des commentaires et des suggestions sur le travail déjà effectué et sur la suite à y donner.

C'est aussi avec un très grand plaisir et satisfaction que nous nous retrouvons ici à Madrid pour la 2^{ème} fois, grâce à nos partenaires du Ministère de l'Education et de la Science. Nous avons déjà pu goûter à leur sens de l'hospitalité sans pareil. Encore merci de nous offrir cette opportunité de rencontre et de tout ce que vous avez fait pour que ce forum soit une réussite.

Il me faut dire deux choses d'emblée :

1. La première pour excuser notre directrice, Mme Acedo qui souffre d'une pneumonie et est clouée au lit. Croyez-moi qu'elle le regrette amèrement, car elle se réjouissait beaucoup en effet d'être ici parmi nous. Elle m'a chargé de vous transmettre ses meilleurs messages.
2. La deuxième chose que je souhaite dire en introduction est que sans l'Espagne, il n'est pas sûr que ce projet aurait vu le jour, ni que nous serions rassemblés ici aujourd'hui. Ce sont nos partenaires espagnols qui ont encouragé le BIE à développer cette initiative dès 2003 et qui ont pris le risque de soutenir le BIE dans une réflexion exploratoire et innovatrice sur les liens entre lutte contre la pauvreté et innovations curriculaires.

Ils ont eu très tôt la vision du potentiel innovateur d'une exploration systématique des liens entre lutte contre la pauvreté, curriculum (ce qu'on enseigne, quand et comment) et réalisation des objectifs de l'Education pour Tous.

Les Espagnols ont vite été rejoints par les Suisses qui ont aussi soutenu le programme dès son lancement concret en novembre 2004. L'UNESCO est ensuite venu apporter son soutien au BIE par le biais de son programme de renforcement des capacités pour l'EPT.

En cours de projet est venue s'ajouter la réflexion essentielle du rôle d'une éducation de qualité pour la construction de la paix. En quoi ce que nous avons déjà appris pour la lutte contre la pauvreté pouvait aussi enrichir une réflexion sur l'éducation à la paix et contribuer à améliorer la qualité de l'éducation et à lutter contre la pauvreté et l'exclusion ?

En ce qui concerne le BIE, ce projet est essentiel car il s'inscrit au coeur de ses préoccupations:

- le développement du curriculum en termes de contenus, méthodes et structures éducatives,
- avec l'objectif de travailler à la réalisation de l'EPT pour une éducation de qualité pour tous qui lutte contre la pauvreté, favorise le développement durable et la construction de la paix,
- en soutenant les Etats-membres.

Le BIE et les pays désireux de s'engager dans ce projet se sont mis d'accord dès le départ : On ne peut pas se contenter d'examiner le curriculum prescrit ni d'en rester aux recommandations génériques. Nous

voulons travailler sur ce que devrait être le curriculum prescrit, mais aussi sur les stratégies concrètes pour le changer et pour le mettre en œuvre, ceci dans le respect des différentes situations propres à chaque pays participant : une fois que l'on sait que changer, comment arriver à nos fins? Quels sont les processus à l'œuvre? Quelles sont les conditions d'un changement réussi?

Nous étions sur la même longueur d'onde et pouvions commencer à travailler ensemble.

Je vais maintenant rapidement situer ce projet pour nos invités de ce matin et souligner ce qui semble faire sa valeur.

1. D'abord pour l'histoire- et je pris ceux qui la connaissent déjà de m'excuser des répétitions !

En 2003, neuf pays d'Afrique sub-saharienne, à savoir : l'Angola, le Burkina Faso, le Burundi, le Congo-Brazzaville, le Mali, l'Ile Maurice, le Mozambique, le Niger et le Rwanda, ont formellement demandé au BIE de les soutenir dans leurs efforts d'amélioration de leur réponse curriculaire pour lutter contre la pauvreté (en accord avec chaque document national stratégique de lutte contre la pauvreté) et pour atteindre les objectifs fixés par le cadre d'action de Dakar de 2000 pour réaliser l'Education Pour Tous d'ici 2015.

2. Suite à cette demande, le BIE a développé un projet de recherche-action-formation intitulé « *Analyse et innovation curriculaires de l'éducation pour tous et lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne* ». Ce Projet a été soumis en 2004 au Ministère espagnol de l'Education et de la Science (MEC) à qui avait déjà encouragé le BIE de se lancer dans un tel projet), puis à la Coopération Suisse (DDC) ,qui l'ont soutenu depuis lors.
3. Neuf équipes nationales constituées de responsables du curriculum, mais aussi de responsables de la planification, de l'inspection et de la formation des enseignants qui ont tous un rôle à jouer pour la mise en œuvre du curriculum dans les écoles ont été désignées par leurs ministres respectifs pour travailler ensemble dans le cadre de ce projet.
4. Il n'y a eu que peu de changements dans la composition de ces équipes, ce qui est à la fois un résultat positif en soi, qui démontre l'intérêt que ce projet a, tant pour les pays que pour les participants eux-mêmes.

Les équipes de base ont pu être renforcée selon le sujet abordé, mais ce qui est sûr, c'est que l'engagement des uns et des autres n'a pas failli depuis notre premier séminaire en novembre 2004.

Cette stabilité est aussi la condition de la réalisation d'une réflexion approfondie qui se construit ensemble, au travers d'échanges structurés et qui s'appuient sur des exemples concrets de problèmes et de solutions partagés au sein de ce groupe.

5. Des experts extérieurs au groupe (Bénin, Rwanda, Belgique, Suisse, Portugal, Brésil, Afrique du Sud, Madagascar) et d'autres experts de l'UNESCO viennent aussi enrichir les débats et le travail au sein de ce groupe.
6. Le but de ce projet n'est pas d'accompagner les 9 pays participants au jour le jour dans leur travail de réforme, renouvellement et/ou mise en œuvre de leur curricula de l'éducation de base, nous n'en aurions d'ailleurs pas les moyens,

mais bien plutôt d'encadrer ou de soutenir ces processus en marche par une réflexion systématique, critique et innovante quant à ces différents processus, à leurs effets attendus ou non, leur résultats positifs et moins positifs, aux problèmes et obstacles rencontrés et d'essayer de réfléchir ensemble à des solutions innovatrices et aux processus inhérents à tous changements dans le domaine de l'éducation.

7. Nous sommes donc partis de l'analyse et de l'évaluation des curricula prescrits existants dans les neuf pays. Puis, nous avons abordé la question des changements et des outils nécessaires pour qu'ils adviennent. Nous avons fait l'effort de toujours revenir aux réalités des pays sans nous laisser enfermer dans des cercles d'impossibilités, mais plutôt de nous tourner vers les solutions possibles puisque réalisées ici ou là.
8. A chaque séminaire nous avons eu la chance de pouvoir visiter des écoles en action et d'échanger avec celles et ceux qui la faisaient. De tous nos échanges et ces visites sont nées des interrogations cruciales sur les *bonnes pratiques* : ce qui les constitue et qu'est-ce qui fait que ce qui est possible ici pourrait aussi le devenir ailleurs. Et aussi une conviction : le *dialogue politique* entre les acteurs impliqués dans les processus de changement est crucial et il nous faut apprendre à en maîtriser les outils.
9. Les rôles essentiels que jouent les *acteurs de l'éducation sur le terrain*, les écoles, les enseignants, les inspecteurs et les communautés pour la mise en œuvre du curriculum ont aussi été abordés pour réfléchir à comment mieux les soutenir pour qu'ils contribuent tous à une école inclusive, équitable et qui offre des savoirs et des compétences utiles à la lutte contre la pauvreté et à la construction de la paix.

Dans ce contexte, le couple "gestion – pédagogie" est aussi apparu comme devant être questionné: combien de bonnes idées

pédagogiques ont été tuées ou “dévergondées” parce que des logiques gestionnaires leur ont mis des bâtons dans les roues, alors qu’on aurait pu l’éviter?

Les directeurs d’établissement, les directions provinciales etc. ont aussi leur rôle à jouer dans la réussite des apprentissages pour promouvoir et soutenir les enseignants dans leur travail d’amélioration de la qualité de l’enseignement. La question de la flexibilité des curricula par exemple doit être examinée de près, tant elle est cruciale à l’insertion de tous les apprenants.

D’autres secteurs des pouvoirs publics pourraient aussi être mobilisés dans une approche multisectorielle (par exemple les services sociaux et de santé, pour répondre aux besoins des apprenants défavorisés ou vulnérables).

10. Il sera impossible pendant ces quelques moments que nous allons passer ensemble de transmettre toute la richesse engendrée par ce projet, mais nous espérons pouvoir prendre un peu de distance pour débattre avec vous de quelques résultats clé et aborder les questions qu’il faudrait creuser, les zones d’ombre à explorer. Nous ne sommes pas ici pour nous congratuler mutuellement mais pour au contraire essayer de penser de façon critique à comment continuer le travail.

Je ne vais pas allonger plus, mais ne saurais terminer sans remercier encore une fois le Ministère de l’Education et de la Science de son accueil et de son soutien pour ce projet.

Merci de votre attention